

Le conflit anglo- transvaalien

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le pays du dimanche**

Band (Jahr): **2 (1899)**

Heft 95

PDF erstellt am: **27.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-249079>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

rer longtemps dans cette ville. Bientôt courut en effet, le bruit que les Russes et les Autrichiens victorieux, s'avançaient jusqu'à Suze. On ajoutait que Souwarow avait reçu mission de tenter à tout prix de délivrer le Pape. La maladie dont celui-ci était loin encore d'être remis, ne put apporter le moindre délai à l'exécution de l'ordre survenu du Directoire de le faire partir sur le champ, mort ou vif, pour Grenoble. Plusieurs ecclésiastiques de ses compagnons d'exil, le devancèrent néanmoins de quelques jours. Du fait d'être de sa suite, il n'y eut point sur toute la route qu'ils parcoururent, touchants égards de sympathie et de respect qu'ils ne rencontrèrent. A Embrun, à Gap, à Vizille, comme aussi du reste à Grenoble, les dames des principales familles, s'étaient déguisées en servantes, se disputant dans les auberges où ils étaient descendus, l'honneur de leur servir elles-mêmes les repas qu'elles se faisaient une joie de leur fournir gratuitement. A l'annonce que le Pape allait incessamment arriver à Grenoble, plusieurs voitures en furent aussitôt envoyées à sa rencontre. On avait eu l'attention délicate d'y faire monter un excellent médecin et bon chrétien, M. Duchadoz, qui put donner à Pie VI les soins que réclamait son état. La nouvelle de son approche fit accourir au devant de lui, avec une rapidité électrique, jusque des campagnes les plus reculées, une foule immense qui avait tout quitté, travaux et plaisirs, pour venir contempler ses traits et recevoir sa bénédiction.

(A suivre).

G. MARTIN
curé de Pleigne.

Le conflit anglo-transvaalien

Deux faibles républiques, fondées dans le courant de ce siècle par des colons hollandais du Cap, désireux d'échapper à la domination anglaise, attirèrent à cette heure l'attention du monde entier. N'ayant aucune communication directe avec la mer, enserrés presque de tous les côtés par les possessions de la Grande-Bretagne, ces deux Etats, comptant, à eux deux, trois à quatre cent mille habitants de race blanche à peine, n'ont pas hésité, dans un fier ultimatum à déclarer la guerre à leur puissante voisine, pour défendre leur indépendance menacée.

Ces deux états minuscules sont ceux du Transvaal ou République Sud-Africaine, et de la République d'Orange.

LE TRANSVAAL

Moins heureuse que sa voisine, la république d'Orange, qui a pu acheter son indépendance grâce aux gisements aurifères que recèle son sol, la république du Transvaal a eu, depuis sa fondation, c'est-à-dire, depuis un demi-siècle, de fréquents démêlés avec l'Angleterre.

de la guerre, sur le général, ses amis et sur la situation du pays.

Le cœur de la marquise débordait de joie. Enfin elle allait bientôt voir cesser son exil ! Elle retrouverait tous les siens et surtout son mari... Oh ! cette cruelle absence n'avait que trop duré ! aussi se jura-t-elle de ne plus jamais, jamais le quitter, quoiqu'il pût advenir.

Arnaldet prit un peu de repos avant de repartir, et la marquise, à son tour, le chargea de différents messages pour le général, car il n'y avait absolument rien pour écrire chez les pauvres métayers qui ne savaient même pas lire.

Peu après, par une journée délicieuse, tiède

En 1848, après la bataille de Boom-Plaats, elle offrit un asile aux Boers d'Orange fugitifs, et Prétorius, dont l'Angleterre avait mis la tête à prix pour 50 000 francs, en était élu président. La reine Victoria reconnaissait en 1852 l'existence de ce nouvel Etat.

La république naissante avait à lutter contre d'innombrables difficultés. Débarrassée des Anglais, elle avait à repousser les incursions des tribus voisines et à réprimer les révoltes incessantes des indigènes. Pour comble de malheur, des divisions surgissaient entre les Boers, et l'on voyait deux petites républiques rivales, celle d'Utrecht, celle de Lydenburg, se partager les forces de cet Etat nouveau, encore chancelant. En 1860, on parvenait à reformer l'unité brisée, mais les discussions passées avaient laissé des traces profondes, et, en 1876, le Transvaal était si affaibli, qu'il eut beaucoup de peine à repousser le chef zoulou Secouanni.

La Grande-Bretagne, qui n'avait reconnu qu'avec regret l'indépendance de ce nouvel Etat, jugea le moment opportun pour intervenir. Sous prétexte de mettre un terme à la guerre d'extermination que se faisaient les Boers du Transvaal et les Zoulous, elle envoya à Prétoria un commissaire qui venait, avec quelques hommes armés, imposer son arbitrage. Le 12 avril 1877, le commissaire proclamait de sa propre autorité l'annexion de la république Sud-Africaine. Découragés, n'osant affronter la puissance britannique, les Boers n'osèrent d'abord se révolter contre l'ordre que leur intimait aussi brutalement le commissaire de Sa Majesté et ses trente hommes de police. Mais lorsque, non content de cet abus de pouvoir, l'envoyé britannique émit la prétention de proscrire la langue hollandaise, les Boers se préparèrent à la résistance. Une députation alla à Londres demander le maintien des usages locaux, l'autonomie administrative, le droit d'employer officiellement le hollandais. Elle fut éconduite. A l'instigation de Krüger et de Joubert, les habitants du Transvaal, oubliant leurs vieilles querelles, prirent les armes. Leur adresse, leur mobilité, leur courage triomphèrent de la tactique anglaise. Quatre combats furent livrés au cours de cette mémorable campagne. Les Boers perdirent une quarantaine d'hommes, les Anglais près d'un millier. Des bataillons avaient été appelés de la Métropole et des Indes, et le gouverneur du Cap se préparait à écraser avec des forces imposantes la résistance qu'osaient opposer de pauvres fermiers à la puissance de la Grande-Bretagne, lorsqu'il reçut du Cabinet de Saint-James cette brève dépêche :

Nous avons fait tort aux Boers, faites la paix.

La guerre était terminée ; deux traités signés, l'un en 1881, l'autre en 1884. Le premier reconnaissait l'autonomie du Transvaal, mais attribuait une vague souveraineté de l'Angleterre ; le second, dont M. Desjardins a donné l'analyse dans sa lettre à la reine d'Angleterre proclamait l'indépendance absolue de cet Etat qui avait su conquérir sa liberté sur les champs de bataille.

Tout d'abord l'Angleterre laissa le Transvaal jouir en paix de ses succès. La découverte de

et douce, une de ces journées où il semble que rien ne doive se passer au monde de triste ni de méchant, où l'on se sent le cœur et l'âme dilatés de bien-être, au repos et en paix, Mme de Lescurc alla s'installer dans un pré où l'on venait de ramasser le foin en petites muloches avant de le botteler.

Elle s'assit sur l'une d'elles, aspirant avec plaisir la bonne odeur de l'herbe fanée. A l'autre extrémité du pré, les vaches paissaient, tranquilles, sous la garde de l'intelligent Rigousteau, le chien aux yeux de braise, luisant sous les longs poils noirs.

(La suite prochainement).

mines d'or qui fit affluer d'Europe des milliers d'ouvriers, excita de nouveau ses convoitises. A la vue des richesses immenses que contenait le sous-sol de cette république depuis si longtemps dédaignée, où des villes florissantes surgissaient comme par enchantement, et que des voies ferrées mettaient en communication avec la colonie portugaise de Lourenço-Marquez, et les colonies anglaises de Natal et du Cap, les ministres de la reine mirent tout en œuvre pour recouvrer la prépondérance perdue. L'appât de l'or avait attiré dans le Transvaal de nombreux mineurs accourus d'Ecosse et d'Irlande, d'Allemagne et même de France. Plusieurs de ces étrangers qui, pour la plupart, n'avaient point quitté leur patrie sans esprit de retour, adressèrent au gouvernement britannique des protestations sur les vexations dont ils se prétendaient les victimes.

Le gouvernement du Cap, où dominait alors l'influence de sir Cecil Rhodes, envoya des émissaires pour attirer l'insurrection parmi les *uitlanders* (étrangers). Avec l'assentiment du ministre des Colonies de Sa Majesté, M. Chamberlain, une troupe de 500 volontaires, commandée par le D^r Jameson, envahit subitement le Transvaal en décembre 1895. Jameson espérait entrer sans coup férir dans Johannesburg et entraîner avec lui la population minière, où l'élément anglais dominait. Il subit un échec complet. Arrêté dans sa marche par un corps boër qui avait été mobilisé la veille, il vit tomber le tiers de sa troupe sous les balles des tireurs du Transvaal ; lui-même fait prisonnier, n'échappa à la mort que grâce à l'intervention de l'Angleterre.

Avant d'aborder l'examen des événements actuels, il est utile d'avoir quelques notions géographiques sur ce pays qui a osé braver la puissance britannique.

Aux termes de la Convention de Londres du 27 février 1884, rectifiée par la convention du Cap des 11-20 juin 1888, la république du Transvaal s'étend du 25° au 30° degré de longitude Est de Greenwich et du 20° au 28° degré de latitude Sud sur une superficie de plus de 200 000 kilomètres carrés. Elle est presque entièrement enserrée par les possessions anglaises. Elle est bornée au Nord par les Matabelès que l'Angleterre entend soumettre à sa domination ; à l'Ouest, par des nègres protégés par l'Angleterre et par le Bechouanaland anglais ; au Sud, par la république d'Orange et par la colonie portugaise de Mozambique.

Divisé en 18 districts, l'Etat est gouverné par un président de la République, assisté d'un Conseil exécutif de quatre membres, élu pour cinq ans au suffrage direct et rééligible. Le pouvoir législatif est confié au Volksraad, assemblée nommée pour quatre ans, qui a le pouvoir de sanctionner ou de rejeter les arrêtés pris par le président en dehors des sessions. Jusqu'à ces dernières années étaient seuls éligibles les citoyens appartenant au protestantisme. Cette mesure vexatoire a été abrogée par le président Krüger qui tenait avec raison à ne pas s'aliéner la population irlandaise assez nombreuse dans les 18 districts. Chaque district est administré par un *landdrosten* élu sur une liste de deux candidats présenté par le pouvoir exécutif au suffrage des citoyens. Tout à la fois officier de l'état civil, juge et maire, le *landdrosten* a sous ses ordres les *veldcornettes* qui constituent l'état-major de l'armée boër. Tous les citoyens valides font de dix-huit à soixante ans partie de l'armée active qui se divise elle-même en trois bancs ; de dix-huit à trente-quatre ans, de trente-quatre à cinquante ans, de cinquante à soixante ans.

Au nord du Transvaal se trouvent plusieurs tribus indigènes : Zoulous et Matabelès. Dans la

partie méridionale, on rencontre beaucoup de nègres qui, noyés dans les agglomérations européennes, ne sont pas groupés en tribus.

LES CAFRES, LES ZOULOUS

Les noirs sont en plus grand nombre encore dans les possessions anglaises, surtout dans la Cafrerie et le Zoulouland.

Les Hottentots, race faible et paresseuse, n'ont opposé aucune résistance sérieuse aux Européens. Ils sont en train de disparaître. Les Cafres, et parmi ces derniers les Zoulous, n'ont pas été aussi faciles à réduire. Le gouverneur du Cap n'a pas eu moins de six guerres avec les premiers. Les quatre premières, celle de 1811-1812, de 1819, de 1835, de 1846-1848, eurent pour objet la conquête du versant oriental de la grande chaîne comprise entre les rivières Kei et Um-Fumovna où étaient fixés les Cafres, race intelligente, courageuse et fière, qui tient le premier rang dans la grande famille des peuples bantou. En 1850, une immense insurrection, qui éclata à la suite d'une violation de sépulture, commise par les soldats de la reine, mit en péril la domination anglaise, encore mal assise dans cette partie de l'Afrique australe. Elle donna lieu à une véritable guerre d'extermination qui se prolongea jusqu'en 1853. Elle se termina par un événement incroyable, dont Elisée Reclus, dans sa *Géographie universelle* (t. XIII, p. 487 et 488), donne ainsi le récit :

« Se sentant impuissants à vaincre par les moyens naturels les envahisseurs, les Cafres, saisis d'une folie collective, s'imaginèrent qu'ils pourraient le faire à l'aide d'un miracle. Les bras des vivants ne suffisant plus, ils comptèrent sur ceux des morts. Un prophète, Mhlakaza, parcourait le pays, annonçant à ses compatriotes, qu'à une date prochaine, tous les guerriers morts tous les héros célèbres par la légende, sortiraient de leurs tombeaux, et qu'eux-mêmes, en ce grand jour, seraient transfigurés, jeunes, beaux et forts, invincibles. Mais, pour se préparer à la victoire, il leur fallait donner une preuve d'inébranlable foi, en sacrifiant tout ce qu'ils possédaient, tout, sauf leurs armes : il fallait tuer leur bétail, brûler leurs grains, laisser leurs champs en friche, rester nus et faméliques, attendant l'heure du signal. Alors, les troupes égorgées reparaitraient soudain, mais bien plus beaux et plus nombreux, et des moissons superbes se montreraient dans les campagnes. La plupart des Ama-Kosa eurent la foi que leur demandait le prophète : ils tuèrent leur bétail, brûlèrent leurs grains, tout en préparant de vastes étalles et des granges pour leurs richesses futures, et des milliers d'entre eux, 25 000, disent les uns, 50 000 ou le tiers de la nation, disent les autres, se laissèrent mourir d'inanition, dans l'attente du jour annoncé. Ce jour ne vint pas. Alors le désespoir s'empara des Cafres qui restaient : de guerriers qu'ils étaient, ils devinrent mendiants ; leur volonté de vivre libres était rompue. »

L'Angleterre, que l'on soupçonne d'avoir été l'inspiratrice du prophète de malheur, s'empressa de profiter de cette catastrophe pour peupler ce pays, que la mort de presque toute une nation avait rendu désert. Les colons anglais ne suffisant pas, on fit appel aux milliers d'aventuriers de la légion allemande organisée pendant la guerre d'Orient par le général Staterheim que la fin des hostilités rendait libres. Les nouveaux colons étaient à peine installés qu'une terrible insurrection provoquée par le chef Mosesh éclata. Elle n'était réprimée qu'au prix des plus lourds sacrifices. Bien que les Cafres ne soient plus les maîtres politiques du pays conquis par leurs ancêtres, ils y forment, grâce à l'excédent incroyable de la natalité, une immense majorité. Beaucoup d'entre eux sont obligés d'émigrer.

Des milliers étaient employés aux mines du Transvaal.

Les Zoulous, plus nombreux encore dans la colonie de Natal que dans le Zoulouland, appartiennent à la race cafre. Peuple féroce, dont la tactique consistait à envelopper les adversaires et à les massacrer à coups de pieu, l'arme préférée de leurs guerriers qui avaient abandonné le javalot, l'arme des lâches, ils ne vivaient guère que de rapines. Après s'être heurtés aux Hollandais réfugiés au Natal, ils eurent à combattre l'Angleterre lorsque cette puissance se fut emparée de cette colonie.

La Grande-Bretagne ne soumit définitivement leurs tribus belliqueuses qu'après la guerre de 1879. Malgré la supériorité de la discipline et de l'armement, les Anglais eurent le dessous dans les premières rencontres. C'est dans un de ces combats, près du gué de Rorke's-drift, que tomba, percé de sagaies, l'héritier des Napoléons.

Vaincus sur les bords de la rivière Umtolosi, les Zoulous, obligés de subir la domination du vainqueur, ont conservé cependant, comme les autres Cafres, une indépendance relative. Ils sont surveillés par de petites garnisons disséminées dans les forêts construits dans leur pays.

Un autre rameau de la race cafre est celui des Betchouananas, entre le Vaal, l'Orange, le Limpopo. Quelques-unes des tribus betchouananas sont libres, d'autres sont soumises aux Boërs, d'autres sont sous le protectorat nominal ou effectif de l'Angleterre. Nous ne parlerons que pour mémoire du Mozambique, placé sous la protection nominale du Portugal, qui y entretient de petites garnisons. La ville de Lourenço-Marquez, située dans la baie de Delagoa, qui, reliée à Prétoria par une voie ferrée, est le véritable port du Transvaal, appartient encore aux Portugais.

Comme on le voit, la guerre qui commence risque de susciter les plus graves complications entre les diverses races qui sont réunies dans l'Afrique australe. Les blancs, dont l'élément hollandais est le plus important, sont comme noyés au milieu de la masse des noirs. Ces derniers ne se sont résignés que difficilement à subir le joug du conquérant boër ou anglais, et la guerre fratricide, qui met à cette heure aux prises les blancs de l'Afrique australe, menace de provoquer dans le Zoulouland, comme dans la Cafrerie et le Natal, une formidable insurrection.

LES PRÉLIMINAIRES DU CONFLIT

Après l'insuccès de Jameson, l'Angleterre, tout en désavouant officiellement l'aventurier et ses complices, n'avait pas dissimulé sa mauvaise humeur contre le Transvaal, coupable d'avoir repoussé avec autant de promptitude et d'énergie une agression injustifiée. Le ministre des Colonies de Sa Majesté, M. Chamberlain, qui avait conçu le projet de fonder en Afrique un vaste empire britannique, s'étendant du Cap, au Caire, personnifiait dans le Cabinet Salisbury le parti de l'action. Il était secondé, dans cette œuvre aussi hardie que périlleuse, par un Anglais établi depuis de longues années au Cap, Cecil Rhodes. M. Rhodes, qui, pendant son séjour dans l'Afrique australe, avait acquis une immense fortune, n'avait rien négligé pour étendre l'influence de l'Angleterre. Il avait été l'un des instigateurs du mouvement en avant de la Grande-Bretagne qui, contournant à l'Ouest les deux républiques d'Orange et du Transvaal, avait arrêté leur expansion vers le Nord par le protectorat établi sur les pays des Matabélés. Les deux républiques hollandaises n'étaient plus que deux enclaves gênantes qu'il fallait supprimer au plus tôt. M. Cecil Rhodes, partisan d'une

action prompte et énergique, poussait à la guerre le gouverneur du Cap, quand l'élection d'une assemblée, en majorité de race hollandaise, retarda la réalisation de son projet.

D'ailleurs, le gouvernement de la reine avait encore l'espoir d'arriver au même but sans recourir aux mesures militaires. Les *uitlanders*, attirés dans le Transvaal, étaient devenus plus nombreux que la population hollandaise. Il espérait, grâce à leur concours, rétablir dans le Transvaal l'influence britannique. L'indépendance de l'Etat libre d'Orange était provisoirement respectée. On espérait que cette petite république serait impuissante à opposer une résistance sérieuse quand le Transvaal, comme la colonie du Cap et celle de Natal, aurait fait partie du domaine de la couronne.

Mais l'Etat libre d'Orange, en face de l'imminence du péril, décida de faire cause commune avec le Transvaal qui, après l'équipée de 1895, s'était mis en mesure de repousser une nouvelle invasion. Les villes de Prétoria et de Johannesburg étaient entourées d'une ceinture de forts que l'on armait à l'aide de gros canons achetés à Essen et au Creusot. Le corps de l'artillerie et celui de la police étaient renforcés ; enfin, on faisait venir d'Europe des milliers de fusils Mauser et d'importants approvisionnements de guerre. Ces mesures de prévoyance n'étaient pas inutiles. M. Chamberlain, qui ne s'était pas résigné après le désastre de l'expédition Jameson, ouvrait, par l'intermédiaire de sir Milner, le haut commissaire du Cap, des négociations qui allaient aboutir à la guerre.

Suivant la méthode employée au moment du raid Jameson, M. Chamberlain s'était fait envoyer des pétitions suppliant le gouvernement de la reine de venir en aide aux *uitlanders* opprimés par les Boërs. Le ministre des Colonies s'empressa de prendre en considération ces suppliques, et il chargeait sir Milner d'entamer immédiatement des pourparlers avec le président Krüger.

Sir Milner, le négociateur choisi par M. Chamberlain, avait été l'un des instigateurs du pétitionnement organisé à Johannesburg par le président de la Chambre des mines et par le président de la ligue impérialiste Sud-Africaine. Au mois d'Avril, transmettant au Colonial Office la nouvelle que le mouvement de pétition depuis si longtemps attendu (1) avait enfin commencé, il ajoutait avec quelque mélancolie : « Tous ces *uitlanders* se soucient beaucoup moins de leurs droits politiques et de leur dignité que des moyens de remplir leurs poches. » Cela ne l'empêchait pas, quelques semaines après, alors qu'une propagande active dans les centres miniers eût provoqué le pétitionnement que M. Chamberlain et son haut commissaire avaient eu tant de peine à organiser, de s'apitoyer sur le sort des *uitlanders*, dignes de tout les respects et que le président Krüger traitait comme des *ilotes*.

Sir Milner formula ses propositions avec beaucoup de hauteur, et sur l'initiative du président de la république d'Orange, une entrevue fut ménagée, dans l'intérêt de la paix, entre le haut commissaire anglais et M. Krüger. Elle eut lieu à Bloemfontein, le 31 mai 1899.

(A suivre).

(1) Le mouvement avait été préparé dès le commencement de l'année 1898 par une campagne de presse contre le Transvaal. Cette campagne avait causé parmi les afrikanders du Cap, la plupart de race hollandaise, une émotion qu'avait partagée le Parlement anglais. Interrogé à ce sujet au mois de mars à la Chambre des Communes, M. Chamberlain répondit qu'aucune plainte sérieuse n'avait encore été formulée contre le Transvaal et qu'il ne voyait pas le moyen de justifier une action violente contre cette république.